

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
8 avril 2022
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-seizième session
Points 35 a) et 67 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année

Prévention des conflits armés : prévention des conflits armés

La situation dans les territoires ukrainiens temporairement occupés

**Lettre datée du 8 avril 2022, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Ukraine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration du Ministère ukrainien des affaires étrangères concernant les activités de conscription menées par la Fédération de Russie dans les territoires ukrainiens temporairement occupés et l'enrôlement dans ses forces armées de citoyens ukrainiens (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 35 a) et 67 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Sergiy Kyslytsya



Annexe à la lettre datée du 8 avril 2022 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Déclaration du Ministère ukrainien des affaires étrangères concernant les activités de conscription menées par la Fédération de Russie dans les territoires ukrainiens temporairement occupés et l'enrôlement dans ses forces armées de citoyens ukrainiens

Le 1^{er} avril 2022

Le Ministère ukrainien des affaires étrangères proteste contre les activités de conscription menées par la Fédération de Russie dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol et la sujétion au service militaire russe de citoyens ukrainiens vivant dans les territoires temporairement occupés.

La conscription de printemps aura lieu en Russie du 1^{er} avril au 15 juillet 2022. Au mépris du droit humanitaire international, la Puissance occupante entend également procéder à une telle campagne de recrutement dans les territoires ukrainiens temporairement occupés.

Depuis 2014, les autorités russes d'occupation ont incorporé dans leurs forces armées quelque 34 000 habitants de la Crimée, dont certains ont participé aux hostilités contre l'Ukraine.

Nous remarquons que la Russie, en plein conflit avec l'Ukraine, a augmenté le nombre de recrues qu'elle prévoit d'enrôler lors de l'appel de printemps.

En recrutant de force des habitants des zones des régions de Donetsk et de Louhansk échappant au contrôle du gouvernement ukrainien, ainsi que des habitants des territoires dont elle s'est emparée temporairement après le 24 février, et en forçant ainsi des citoyens ukrainiens à se battre dans ses rangs contre leur propre État, la Fédération de Russie commet un nouveau crime de guerre. Pour préparer sa lâche attaque contre l'Ukraine, la Russie a, le 19 février, déclaré la « mobilisation générale » dans les territoires échappant au contrôle du gouvernement ukrainien et, par la suite, pour augmenter le nombre de recrues, décrété que tous ceux âgés de 18 à 65 ans y seraient assujettis.

La Russie envoie de force dans les zones de combat des conscrits ukrainiens qui n'ont plus aucun contact avec leurs proches.

Nous constatons l'extraordinaire cynisme de la Russie, qui va jusqu'à mobiliser les citoyens ukrainiens qui fuient les zones de guerre par des couloirs humanitaires.

Il va sans dire que, par ces agissements contraires au droit, l'envahisseur russe tente de compenser les pertes sans précédent qu'il subit dans sa guerre contre l'Ukraine. Les autorités russes ont un besoin urgent de recrues et de troupes pour poursuivre leurs hostilités dans notre pays.

Nous rappelons qu'en vertu du droit international humanitaire, la Puissance occupante ne peut astreindre des personnes protégées à servir dans ses forces armées ou auxiliaires. Toute pression ou propagande tendant à des engagements volontaires est également prohibée.

En dépit des articles de presse qui font état de la capture ou de la mort au combat de citoyens ukrainiens originaires de la Crimée temporairement occupée et de certaines parties des régions de Donetsk et de Louhansk, la Russie dissimule soigneusement toute information à cet égard et passe sous silence leur participation à la guerre.

La Fédération de Russie doit interrompre les activités illégales de conscription menées dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol temporairement occupées, ne plus enrôler dans ses forces armées d'habitants de la Crimée et des régions de Donetsk et de Louhansk, remédier aux conséquences de ces actions et s'acquitter strictement des obligations internationales qui lui incombent en sa qualité de Puissance occupante.

Nous demandons à la communauté internationale de condamner ces actions de la Russie, d'exiger qu'elle retire ses troupes et son matériel du territoire ukrainien et d'adopter une position constructive dans les négociations en vue d'un rétablissement rapide de la paix.
